

## Trump : un an après LE BILAN

### Un président fidèle à sa campagne

Analyse Maria Udrescu

Quand l'Amérique profonde découvre Donald Trump dans l'émission de télé-réalité "The Apprentice", le milliardaire a tout pour vendre du show. Peu auraient cru que ce même homme en viendrait, des années plus tard, à vendre du rêve américain. Et à le vendre si bien qu'une partie des citoyens lui confierait les clés de la Maison-Blanche pour rendre sa grandeur à l'Amérique. Avec ce qu'elle avait de meilleur et de pire à offrir dans un certain passé mystifié, celui d'une supposée puissance jadis inébranlable et prospère.

Donald Trump a séduit les hommes blancs, âgés, religieux, en promettant de restaurer leur suprématie et de mettre fin aux angoisses causées par un monde en mouvement, en murant – au sens propre et figuré – leur territoire. Après son investiture, le milliardaire interdit d'entrée sur le territoire des ressortissants de sept pays à majorité musulmane. Officiellement, la mesure vise les "terroristes islamistes radicaux". Officieusement, il s'agit d'un signal que Donald Trump s'apprête à bousculer le politiquement correct pour tenir ses promesses, aussi irréalistes soient-elles. S'ensuivra un bras de fer avec les tribunaux qui freinent à tour de bras cette mesure discriminatoire. En décembre, la Cour suprême autorise une application temporaire du décret, avant qu'une cour d'appel ne détermine que celui-ci ne peut s'appliquer aux personnes démontrant des "liens de bonne foi" avec les Etats-Unis.

Résultat : la controverse s'inscrit dans le temps et la confusion règne. Or, le milliardaire s'est fait élire comme un homme capable d'offrir des résultats tangibles. Raison pour laquelle il s'entête à graver littéralement dans le marbre sa politique migratoire. "Je construirai un mur entre les Etats-Unis et le Mexique"; le leitmotiv du Donald Trump candidat reste celui du président. "Il ne sait rien sur la sécurité de la frontière. S'il écoutait ses conseillers, il réaliserait qu'il suffit d'améliorer les capacités des forces de l'ordre. Mais le problème est qu'il a promis un mur et il est persuadé que ses électeurs l'exigent", analyse Robert Shapiro, politologue à l'université new-yorkaise de Columbia. Pour le leur offrir, le chef d'Etat se dit prêt à raviver le programme de protection des jeunes migrants clandestins (DACA), un héritage de son prédécesseur qu'il avait enterré en septembre. En échange, il exige que le Congrès trouve un consensus bipartisan sur l'érection du mur, moyennant 18 milliards de dollars – somme que le président n'a pas su arracher des poches du Mexique. Un pacte avec le diable que les Démocrates sont toutefois peu susceptibles d'accepter.

#### L'abrogation d'Obamacare fait tache

En un an, le président a imposé sa marque, à coups de victoires symboliques, de décrets présidentiels ou de déclarations à l'emporte-pièce, mais il avance à tâtons. Pourtant, diriger un pays aux côtés d'un Congrès aux mains des Républicains devrait presque s'apparenter à un jeu d'enfants. L'adoption par le Congrès de la plus grande baisse d'impôts depuis 31 ans reste son seul succès législatif, même s'il n'est pas exempt de critiques. Nombre d'Américains y voient un cadeau offert aux riches, alors que le milliardaire s'était présenté en sauveur des oubliés de l'économie américaine. Mais les Républicains persistent et signent : la baisse d'impôts est un pari sur l'avenir, qui poussera la croissance au point de combler l'ajout de 1 500 milliards de dollars au déficit public.

Surtout, ce succès était nécessaire pour améliorer les relations entre la majorité républicaine et son propre président. "Too little, too late ?" Selon Steven Smith, de l'Université de Washington, "il y a beaucoup de déception quant à ce qui a été accompli cette dernière année, parce qu'il aurait pu faire plus. Cela est dû à son manque de leadership". L'incapacité des Républicains à abroger l'Affordable Care Act, le système de santé concocté par Barack Obama, a jeté une lumière crue sur le paradoxe d'un homme boudé par son propre camp. Certes, Donald Trump n'est pas le seul responsable de cet échec. Selon Seth McKee, de la Texas Tech University, "les gens ont pris conscience des bénéfices de ce système, qui est de toute manière plus rassurant que l'inconnu". Mais si le milliardaire est parvenu à rogner l'Obamacare – notamment en supprimant

l'amende infligée aux Américains qui refusent de souscrire à une assurance santé –, l'échec de son abrogation pèse lourd sur le bilan de sa présidence. Car la campagne du chef d'Etat pour soutenir "le texte a été un fiasco. L'attention qui a été donnée à ses excès, son manque de crédibilité ont miné la capacité des Républicains à vendre leur proposition", observe Steven Smith.

#### Roi de la dérégularisation

Twitter reste le talon d'Achille de Donald Trump. Les salves matinales de tweets cachent en réalité un bilan qui s'en tient, dans les grandes lignes, à ses promesses de campagne. Allergique – comme tout Républicain – à l'interventionnisme étatique, le président a excellé dans l'art de la dérégulation. Les agences fédérales doivent désormais abroger deux règles pour toute nouvelle norme imposée. Aussi, Donald Trump a-t-il ordonné un réexamen des réglementations introduites dans le sillage de la crise économique pour limiter les excès de la finance. "Cela a donné l'impression aux entreprises que le climat économique américain leur est plus favorable", observe Robert Shapiro. D'autant que le milliardaire se soucie peu de mettre l'économie américaine au régime écologique – il a autorisé les controversés projets d'oléoducs Keystone XL et Dakota Access, bloqués par l'administration Obama. De façon générale, les indicateurs de l'économie restent au vert – avec un taux de chômage au plus bas et un Wall Street débordant d'optimisme –, même si l'imprévisibilité du président peut, à terme, se retourner contre lui.

Donald Trump tient donc parole, sans se soucier des conséquences. A la Cour suprême, il a nommé Neil Gorsuch, un juge conservateur dont les positions sur l'euthanasie ou la contraception donnent le tournis aux progressistes. Le président a fait des Etats-Unis le seul pays au monde à ne pas faire

partie de l'accord de Paris sur le climat, à l'heure où la planète veut se mettre au vert. Il a retiré Washington du traité de libre-échange transpacifique (TPP), "laissant la Chine jouer un rôle prééminent dans l'économie internationale", note M. Shapiro. Et il compte renégocier l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA), "même si cela affectera l'agriculture et donc sa base électorale", ajoute l'expert. Sans parler des incidents diplomatiques que le milliardaire suscite, au risque d'isoler son pays sur la scène internationale.

"C'est ce que les gens attendent de lui. Ils estimaient que la façon traditionnelle de faire les choses ne bénéficiait qu'aux multinationales ou aux politiciens. Ce candidat a promis de changer la donne, de bousculer le statu quo pour restructurer les relations avec d'autres pays ou les politiques publiques", rappelle M. Smith. Mais un homme prêt à détruire l'ordre établi se doit d'être capable d'en reconstruire un nouveau. C'est là que le bât blesse. Selon M. Smith, "il bouscule les choses, il crée des problèmes mais ne sait pas les résoudre".

## L'OPINION

## Le président le plus impopulaire depuis la fin de la guerre

Analyse Philippe Paquet

Si Donald Trump est un génie, comme il l'a affirmé dans un tweet mémorable du 6 janvier dernier, il est visiblement un génie incompris : il est, en effet, le président américain le plus impopulaire depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. A 32, 35 ou 39 % d'opinions favorables, selon les sondages, il est en deçà des 42 % de Gerald Ford, l'éphémère successeur de Richard Nixon, au même moment de sa présidence, en 1974.

Donald Trump a, en fait, battu d'emblée un record : il ne lui a fallu que huit jours, après sa prestation de serment, pour dresser une majorité de ses compatriotes contre lui (un sondage Gallup du 28 janvier le confrontait déjà à 51 % d'opinions défavorables). Généralement, il faut des mois pour que l'exercice du pouvoir gonfle à ce point les rangs des mécontents. Dans le cas de Bill Clinton, le basculement ne s'était produit qu'après 573 jours dans le Bureau ovale.

**Une base populaire solide**

Très rapidement abandonné par une frange de l'électorat qui avait, contre toute attente, fait de lui le 45<sup>e</sup> président des Etats-Unis, le milliardaire new-yorkais n'a, toutefois, pas plongé pour autant dans les abysses. Au contraire ! Si l'érosion de sa popularité a été immédiate, elle est restée constante et limitée, en conservant au Président un noyau dur d'inconditionnels qui tourne autour du tiers des personnes sondées. S'y ajoutent, selon les circonstances, de 5 à 10 % d'Américains ponctuellement satisfaits de l'une ou l'autre de ses initiatives.

Ce socle est-il inébranlable ? Seul grand accomplissement législatif de sa première année au pouvoir, la réforme fiscale est de nature à contenter les électeurs de Donald Trump. Son impact sur les catégories sociales les plus modestes sera, cependant, marginal. Aussi l'homme qui se targue d'incarner la réussite en affaires devra-t-il tenir ses promesses de campagne sur la croissance économique, la création d'emplois, la relance industrielle dans les régions sinistrées, la lutte contre les délocalisations, etc., pour que les *"laissés-pour-compte"* continuent de croire en celui qui s'était engagé à les sortir de *"l'oubli"*.

Toutefois, sauf catastrophe majeure, l'appui de cette frange de la classe moyenne est probablement acquis à Donald Trump aussi longtemps qu'il

garantira les droits qui lui paraissent essentiels (celui notamment de posséder une arme à feu, avec le moins de restrictions possible) et qu'il tiendra le discours – à défaut de pouvoir mener nécessairement la politique correspondante – que ces Républicains veulent entendre, par exemple sur l'immigration et la sécurité. Le danger pour lui n'existe que si la démagogie l'entraîne trop loin : ainsi quand il ordonne un renforcement des contrôles sur la consommation de marijuana, sans réaliser qu'une majorité de Républicains est désormais favorable à celle-ci.

**La préférence de la droite religieuse**

Le Président peut compter également sur le soutien de la droite religieuse. Si elle ne se reconnaît guère dans ce personnage moralement problématique à ses yeux, elle n'en trouve pas moins Donald Trump infiniment préférable à Hillary Clinton ou à tout autre Démocrate favorable à l'avortement et à d'autres évolutions sociétales que les conservateurs réprouvent. La droite religieuse se dit aussi que le vice-président Mike Pence (qui, lui, a le profil idéal) n'est jamais très loin et qu'il peut veiller au grain. Elle sait également

gré à Donald Trump de défendre globalement l'agenda républicain et, surtout, de nommer à la Cour suprême les "bonnes personnes", celles qui, comme le juge Neil Gorsuch, choisi par le Président dès avril 2017, sauront défendre longtemps les valeurs qui comptent pour elle.

Enfin, Donald Trump, dont on a pu dire qu'il présidait *"un gouvernement pour les riches, par les riches"*, continue certainement de convenir aux Républicains aisés et à la bourgeoisie d'affaires qui se réjouit des performances exceptionnelles de la Bourse depuis son entrée en fonction. L'enthousiasme de Wall Street est au demeurant l'argument que le Président utilise le plus souvent pour

justifier son action à la Maison-Blanche.

**Une bien peu probable destitution**

Dans ces conditions, et en dépit des multiples défaillances, dérapages et autres erreurs de jugement qui ont émaillé sa première année au pouvoir, Donald Trump semble relativement à l'abri d'une destitution. Quand bien même un quart des Républicains se déclarent déçus par le bilan présidentiel, les édiles du parti ne peuvent que résister à l'idée de sacrifier celui qui fut son candidat à la présidence et remporta l'élection haut la main.

En l'occurrence, il faudrait que l'enquête sur l'éventuelle ingérence de la Russie dans l'élection de Donald Trump livre des résultats accablants pour ce dernier, de l'ordre de la trahison. Or, à ce stade, tout porte à croire que, si l'entourage du Président, y compris son fils, Donald Jr, et son gendre, Jared Kushner, pourraient être mis en difficulté, le Président lui-même ne devrait pas être inquiété. Quant à invoquer le XXV<sup>e</sup> Amendement et la santé mentale du Président, la procédure paraît difficile à imaginer, en raison à la fois des preuves à apporter d'une prétendue incapacité de Donald Trump à assumer ses fonctions, et du discrédit qui en résulterait pour l'ensemble du processus politique américain.

Un parti répugne par principe à destituer l'un des siens, a fortiori quand il occupe la plus haute fonction, et il est significatif que cela ne se soit jamais produit dans l'histoire des Etats-Unis (bien que ce fut le sort qui attendait Nixon s'il n'avait pas pris les devants en démissionnant). Comme le cas de Bill Clinton l'a montré, on peut être exposé à une tentative d'"impeachment" pour la plus improbable ou la plus dérisoire des raisons, mais la suite de la procédure dépend en définitive de la majorité politique en place.

Les décisions sont prises, en effet, par la Chambre des représentants (qui agit comme un juge d'instruction et décide d'inculper à la majorité simple), puis par le Sénat (qui fait office de tribunal et se prononce sur la culpabilité à la majorité des deux tiers). On comprend que le sort de Donald Trump pourrait dès lors être lié aux majorités parlementaires qui sortiront des urnes aux "législatives de la mi-mandat", en novembre prochain.

# LE CONTRASTE David Letterman, entre Obamania et Obamablues

**M**onsieur le Président, je sais que vous devez retourner dans le Bureau ovale... Avec une pointe d'humour, David Letterman ne cache pas sa nostalgie. Ayant tiré sa révérence en 2015, après 33 ans d'antenne, le très populaire animateur de talk-shows vient de reprendre du service sur Netflix en accueillant Barack Obama dans "Mon prochain invité n'est plus à présenter", sa nouvelle émission.

Cette conversation d'une heure, en public, remet en évidence le contraste abyssal entre les deux présidents. Élégant, éloquent, limpide, distingué, charismatique : Obama charme d'un bout à l'autre. Letterman, naguère incisif, y succombe et ne s'en cache pas – "Vous êtes le premier président que je respecte sincèrement", conclut, ému, le vétéran de la télévision.

En quelques phrases incisives, l'ancien président résume brillamment l'état économique du pays lorsqu'il en prit la direction, et celui dans lequel il estime l'avoir laissé. La cohérence de sa vision contraste avec celle, chaotique, de Donald Trump.

Sans se départir de la règle qu'il s'est fixée – ne pas commenter l'action de son successeur – Obama glisse, avec tout son art oratoire, des réflexions bien senties sur l'évolution du pays depuis son départ. A l'occasion d'un hommage au sénateur John Lewis, compagnon de route de Martin Luther King, son analyse de la réforme du code législatif par la Cour suprême est sans appel. "Nous avons le plus faible taux de participation de toutes les démocraties", commente-t-il, avec une pointe d'amertume.

Quand son successeur ne manie que l'agression, l'opposition, l'exclusion et la domination – sur fond de discours décliniste – Obama frappe par sa foi en la politique et en l'avenir, son discours inclusif et sa capacité à insuffler l'espoir. Sans nier les problèmes, il pointe des débuts de solutions, rappelle les vertus de la mobilisation collective et individuelle – notamment à travers sa fondation, destinée "à créer une nouvelle génération de leaders".

A.Lo.

## LA PREMIÈRE DAME

# Un ancien mannequin qui se défile souvent

**S**i l'on en croit les révélations du livre de Michael Wolff "Fire and Fury : Inside the Trump White House", Melania Trump aurait fondu en larmes à l'annonce de la victoire de son mari, et "ce n'était pas des larmes de joie". Toujours selon Wolff, l'ex-mannequin d'origine slovène, aujourd'hui âgée de 47 ans, s'est très tôt inquiétée à l'idée de devenir peut-être la Première Dame des Etats-Unis. Elle redoutait d'abord certains désagréments ponctuels, le fait, par exemple, qu'il existait d'elle des photos dans le plus simple appareil, remontant au début de sa carrière, quand elle posait pour des magazines. Melania savait que la presse à sensation ne se priverait pas de les exhumer, mais Donald l'avait rassurée : comme il n'y avait aucune chance qu'il remporte l'élection présidentielle, tout cela serait vite oublié.

Plus largement, Melania Trump craignait d'exercer une fonction pour laquelle elle n'était absolument pas préparée. Pas préparée professionnellement : le cursus de mannequin ne fournit pas le bagage intellectuel qui fait les Sarah Polk ou les Abigail Fillmore (des noms que Melania Trump n'a probablement jamais entendus) – mais la brillante Rosalynn Carter n'avait pas fait non plus de grandes études. Et, surtout, pas préparée psychologiquement : la Présidence n'était pas un projet mûri de longue date, mais, dans le cas de Donald Trump, une provocation qui devait, dans son esprit, rester sans lendemain.

Des atouts indéniables et pourtant inexploités

Du jour au lendemain, la vie personnelle et familiale de Melania Trump s'est donc trouvée bouleversée. Déstabilisée, la nouvelle First Lady aurait pu, toutefois, rebondir rapidement en sachant qu'elle avait des atouts pour jouer, sinon les Eleanor Roosevelt, peut-être les Jackie Kennedy, à commencer par un physique évidemment avantageux et un style glamour qui devait faire les délices de la presse people. Il est vrai que son enthousiasme a pu être tiédi par la publication du fameux enregistrement dans lequel Donald Trump explique comment il traite les femmes – sa troisième épouse n'a pu qu'en sortir durablement humiliée.

Melania Trump pouvait également exploiter son expérience d'immigrante et sa différence culturelle pour défendre des causes et susciter des débats, comme l'ont fait avant elles des Betty Ford ou des Michelle Obama. Au lieu de quoi elle est restée jusqu'ici exceptionnellement effacée, voire carrément absente. La stratégie a évidemment un avantage : la Première Dame n'a commis ainsi aucun faux pas.

Ph.P.

*"Aucun enfant ne devrait jamais avoir faim, être traqué, effrayé, terrorisé, intimidé, isolé ou effrayé, en n'ayant nulle part où aller."*

**Melania Trump**

En marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York, le 21 septembre, la Première Dame s'adressa aux épouses des chefs d'Etat et de gouvernement. La veille, son mari avait menacé de "détruire totalement" la Corée du Nord.

# LA COMMUNICATION

## Les “fake news”, ça trumpe énormément

En novembre 2017, le dictionnaire Collins a estimé que l'usage de l'expression “fake news” avait augmenté de 365 pour cent en un an, depuis l'élection de Donald Trump. Nos confrères du “Washington Post” ont recensé 1 628 allégations fausses ou trompeuses prononcées par le président américain depuis novembre 2016 – une moyenne de 5,5 mensonges ou contre-vérités par jour.

Sur son compte Twitter, Donald Trump utilise lui-même l'expression “fake news” (en lettres capitales et accompagnée d'un ou plusieurs points d'exclamation) pour attaquer la presse “malhonnête” – soit tout qui le critique. Il en a même fait un show, avec ses “Fake News Awards” (prix “Fake News”) décernés le 17 janvier.

Selon un décompte de l'universitaire français Pascal Froissart, le président américain recourt à l'expression deux fois par semaine en moyenne dans ses tweets rageurs (cent vingt-sept fois en douze mois à partir de son élection).

### Stratégie gagnante

“Une stratégie gagnante”, selon Pascal Froissart. Trump vise en effet dans ses tweets sa base électorale qui se défie des élites médiatiques. Selon une étude récente de l'institut Gallup, seuls 33 % des Américains ont encore une vision positive des médias.

Dans un retournement sémantique pervers, l'occupant de la Maison-Blanche accuse les autres de ce qu'il pratique et qui a fait le succès de sa carrière d'entrepreneur et de sa campagne présidentielle.

Donald Trump exploite le flou du terme “fake news”, qui recouvre trois choses : un canular plus ou moins innocent (comme sur les sites ouvertement satiriques), un “attrape-elies” (“clickbait” en anglais) destiné à générer des revenus publicitaires ou la propagande d'une idéologie, d'un Etat ou d'une personnalité politique.

### Rupture de consensus

En accusant systématiquement ses adversaires de mentir, Donald Trump a créé une rupture dans le consensus démocratique. Dans un récent entretien avec David Letterman (lire en page 7), Barack Obama pointait que “l'un des plus grands défis

de la démocratie [aujourd'hui] est la mesure selon laquelle nous ne partageons pas la même façon d'appréhender les faits”. L'exploitation des fake news a renforcé la polarisation des opinions publiques.

Donald Trump lui-même n'est pas à l'abri de la désinformation. En novembre, il a relayé sur son compte de (fausses) vidéos antimusulmanes émanant d'un groupe d'extrême droite britannique.

### Le jeu des ennemis des Etats-Unis

Cette situation fait le jeu des ennemis de la démocratie ou des Etats-Unis. Les agences de renseignement américaines estiment que le pouvoir russe a eu sciemment recours aux “fake news” pour influencer les élections américaine, française et allemande.

L'épouvantail des “fake news” est devenu l'argument facile de tout politique voulant botter une information dérangeante en touche. Durant la campagne présidentielle française, Marine Le Pen, François Fillon ou Jean-Luc Mélenchon y ont tous eu recours à l'encontre de la presse. En Belgique, le Premier ministre Charles Michel ou ses porte-parole y ont fait allusion à deux reprises (en avril et en décembre).

La guerre aux “fake news” est aujourd'hui déclarée. Le président français Emmanuel Macron veut légiférer en la matière – avec les risques que cela comporte en matière de liberté de la presse. De son côté, l'Union européenne a mis en place un groupe de quarante experts pour se pencher sur les moyens de contrer les “fake news”.

L'effet le plus pervers est que la “réalité alternative” qu'affectionne Donald Trump se retourne contre les Etats-Unis. Si le président de la première puissance mondiale – qui se targue aussi d'être un modèle démocratique – qualifie lui-même d'“ennemi du peuple” la presse de son pays, pourquoi les autres s'en priveraient-ils ?

Certains, comme Vladimir Poutine ou le président philippin Duterte, n'hésitent pas à répercuter les attaques du président américain contre CNN, le “Wall Street Journal” ou le “New York Times” pour démentir les informations gênantes de ces médias – sapant ce faisant la crédibilité des Etats-Unis.

A.Lo.



@realDonaldTrump

“Les médias MENSONGERS <sup>(1)</sup> (le défaillant @nytimes, @NBCNews, @ABC, @CBS, @CNN) ne sont pas mon ennemi, ils sont l'ennemi du Peuple Américain !”

17 février 2017

1. “FAKE NEWS Media” dans le tweet d'origine.



@realDonaldTrump

“Nous devrions organiser un concours pour savoir quel réseau [de télévision], plus CNN et sans inclure Fox, est le plus malhonnête, corrompu et/ou partial dans sa couverture politique de votre président préféré (moi). Ils sont tous mauvais. Le gagnant recevra le PRIX FAKE NEWS !”

## L'HISTOIRE

## La vieille guerre républicaine contre la presse "vociférante"

La défiance de l'opinion publique américaine vis-à-vis de ses dirigeants remonte à la guerre du Vietnam et au scandale du Watergate, quand les mensonges des administrations Kennedy, Johnson et Nixon furent révélés par la presse américaine.

Ironie de l'Histoire : Donald Trump a exploité à son avantage ce rejet du "marigot" ("swamp") de Washington en s'appuyant sur les méthodes même de l'administration de Richard Nixon (1969-1974) – celle qui, avant lui, a menti le plus au peuple américain. Les hommes du président déchu menèrent une guerre de tranchées avec la presse que Nixon considérait comme une "minorité vociférante" faisant obstacle à l'expression de la "majorité silencieuse" – dialectique reprise par Trump.

Le spécialiste des médias Louis Liebovich rappelle que pour tenir la presse en respect, Nixon et son directeur de cabinet, H.R. Haldeman, imaginèrent une triple stratégie : "1) influencer l'électorat directement en utilisant la télévision 2) ignorer au maximum la presse accréditée à la Maison-Blanche et espionner certains reporters 3) attaquer

verbalement des médias et des reporters". Rien de neuf dans le Bureau ovale...

Confronté aux mensonges et contradictions de Nixon durant l'enquête sur le Watergate, le porte-parole Ron Ziegler eut cet euphémisme qui fit date : "Voici les déclarations valables ("operative") désormais. Les précédentes ne sont plus valables." Autrement dit : "Voici la nouvelle version des faits, les précédentes étaient fausses." Les reporters vétérans de l'époque ont souligné la similitude quand la conseillère en communication du président Trump, Kellyanne Conway, invoqua des "faits alternatifs" lorsqu'il fut démontré que la foule présente à l'investiture de Donald Trump était moins nombreuse que pour Obama.

Pour l'anecdote, on rappellera que la chaîne Fox News, principale source d'information de Donald Trump et parmi les rares médias ayant grâce à ses yeux, a été fondée par Roger Ailes (déchu depuis à la suite d'un scandale sexuel). Lequel fut jadis conseiller en communication... de Richard Nixon.

A.Lo.

## LE BILAN ÉCONOMIQUE

## Une grande réforme fiscale controversée et pas mal de gesticulations

Alors que le chaos politique règne dans les couloirs de la Maison-Blanche et que son locataire alimente les polémiques à n'en plus finir, Donald Trump, un an après son arrivée dans le Bureau ovale, pourra au moins se réjouir de deux événements au cours de la semaine écoulée. D'abord, il y a l'excellente santé de la Bourse américaine (lire par ailleurs) qui vole de record en record : la barre symbolique des 26 000 points a même été franchie mercredi. Ensuite, les premiers effets de sa réforme fiscale. Une réforme qui allège le taux d'imposition sur les bénéfices des entreprises de 35 à 20 % mais qui va aussi inciter les géants de l'économie US à rapatrier au pays de l'Oncle Sam leurs bénéfices réalisés, voire cachés à l'étranger en échange d'une taxation plus "light" (NdLR : avec des taux variant entre 8 % et 15,5 %). Dans l'espoir, évidemment, que cette manne financière – on estime ce "trésor caché" à l'étranger à quelque 2 500 milliards de dollars ! – soit réinvestie aux Etats-Unis, avec des emplois à la clé. Apple, désormais le premier contribuable américain, a ainsi annoncé cette semaine avoir payé 38 milliards de dollars d'impôts sur ses bénéfices à l'étranger. Et a promis au passage 30 milliards de dollars d'investissements et 20 000 emplois supplémentaires aux Etats-Unis.

## 1 L'impact de la grande réforme fiscale

"Cette réforme fiscale, c'est à ce jour la grande victoire de Donald Trump, qui concrétise une de ses promesses de campagne. C'était un des grands souhaits des Républicains. Cette réforme contribue à soutenir la croissance et à ce que les Etats-Unis connaissent leur huitième année consécutive de croissance économique (NdLR : +2,4 % en 2017), ce qui constitue un cycle économique assez long et plutôt atypique. Les Républicains étaient en effet très anxieux que l'économie US se retourne avant les élections de mi-mandat (NdLR : à la fin de cette année)", nous explique Eric Dor, directeur des études économiques à l'IESEG School of Management (Lille et Paris).

Reste que les effets à long terme de ce grand "big bang" fiscal sur la conjoncture économique restent à ce stade difficiles à évaluer. "Par les baisses de charges fiscales, Donald Trump entend rendre plus compétitif le territoire américain pour y favoriser la production, l'investissement et, au final, l'emploi. Mais sa réforme sur les revenus des ménages favorise essentiellement les plus nantis, avec un impact attendu plus faible sur la consommation que si elle avait bénéficié aux revenus plus modestes", poursuit l'économiste. La classe moyenne américaine,

inquiète d'une certaine forme de déclassement social, ne devrait donc pas en tirer de grands dividendes.

En ce qui concerne le rapatriement des bénéfices réalisés à l'étranger par les grandes entreprises, l'économiste s'attend à ce que d'autres grandes pointures suivent le même chemin qu'Apple. *“La pression est forte sur les grandes entreprises. Il serait étonnant que les autres ‘Gafa’ (NdLR: Google, Facebook et Amazon) ne suivent pas Apple car la chasse à l'évasion fiscale devient de plus en plus forte dans un contexte où les Etats sont désargentés. Il y aura donc du répondant dans le monde économique américain par rapport à cette mesure. Mais l'enjeu sera de voir si ces milliards seront réinjectés ou pas dans l'économie réelle. Je crains qu'une grande partie sera utilisée par les multinationales pour mieux rémunérer leurs actionnaires, racheter leurs actions pour doper le cours ou encore mis en réserve. Une grande partie de ces montants pourrait donc rester enfermée dans la seule sphère financière”*, ajoute notre interlocuteur.

## 2 La “réindustrialisation” de l'Amérique

Sur le plan de l'emploi, Donald Trump a-t-il réussi son pari, celui de commencer à “réindustrialiser” les Etats-Unis, de stopper les délocalisations, notamment vers le voisin mexicain, et de rapatrier sur le sol américain production et emplois ? On le sait, durant sa campagne, il avait martelé le slogan “America First”, avançant un certain nombre de promesses, notamment dans le secteur de l'automobile. Puis mis la pression sur les “Big Three”, les géants de Détroit, pour produire “made in USA”. Quid un an plus tard ? Verdict : le secteur automobile (constructeurs et équipementiers) américain a perdu des emplois ! Il employait 783 200 personnes fin novembre 2017, contre 788 900 personnes fin décembre 2016. A son actif, cependant, le taux de chômage global du pays n'était plus que de 4,1 % en octobre 2017, le plus bas niveau depuis 17 ans aux Etats-Unis. *“Il est sans doute encore un peu trop tôt pour*

*juger et dire qu'il a perdu ce pari de la réindustrialisation de l'économie US. Dans le secteur automobile, il y a eu une érosion de la demande l'an dernier, ce qui a pesé sur l'emploi. Pour sa défense, Trump dit qu'il n'a pas encore mis en place les outils principaux pour provoquer cette réindustrialisation. En ce qui concerne la renégociation de l'Alena (NdLR : accord de libre-échange entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique), les discussions se poursuivront en*

*2018. Il y a une clause qui stipule que des produits industriels peuvent rentrer librement aux Etats-Unis si 60 % de leur contenu est nord-américain. Il voudrait faire passer ce pourcentage à 80 ou 85 % et semble déterminé à le faire. Mais, évidemment, les Canadiens et les Mexicains y sont opposés...”*, poursuit Eric Dor. Qui note aussi que Trump a “plutôt rabattu son caquet” face à la Chine. *“Il avait dit qu'il allait attaquer la Chine pour manipulation du taux de change et agiter la menace de mettre des quotas à l'importation de produits chinois, il ne l'a pas fait.”*

## 3 Les réformes du secteur financier

Qualifié pendant la campagne électorale de “candidat de Wall Street et des grandes banques d'affaires”, Trump avait également promis, pêle-mêle, une dérégulation du secteur financier, un contrôle moins strict des activités des banques ou de revoir l'interdiction pour ces dernières de spéculer sur leurs propres fonds. *“On en reste à ce stade à des déclarations d'intention. Mais Trump a commencé à mettre en place au sein des agences de régulation du secteur financier des hommes et des femmes gagnés à sa cause, un peu comme il l'a fait pour lever certaines contraintes environnementales.”*

Au final, alors, quel bilan ? *“Le bilan économique de Trump est à ce stade très en deçà de l'ampleur du discours théâtralisé qu'il a tenu pendant sa campagne électorale”*, conclut Eric Dor. Reste enfin cette inquiétude : pour certains économistes, la politique économique de Trump va faire exploser la dette américaine. Avec à terme de très fortes turbulences à attendre...

Vincent Slits

# LES MARCHÉS Et pourtant, Wall Street n'en finit pas de grimper

Le président américain porte-t-il sur ses épaules, comme il se plaît à le claironner, l'économie américaine et la Bourse de New York ? Ce n'est pas évident, mais il est clair que la réforme fiscale adoptée tout récemment est de nature à donner du souffle aux entreprises américaines. Et notamment à celles qui vont rapatrier, comme vient de le faire Apple, leurs trésors de guerre cachés à l'étranger. Et la part des capitaux rapatriés qui sera réinjectée dans des activités locales créera de la valeur en étant frappée d'un impôt des sociétés réduit à 20 %.

On notera à ce propos que le cadeau fiscal lié au rapatriement financier figurait dans les plans du prédécesseur de Donald Trump et avait été bloqué par les Républicains... On a donc ici une mesure qui aurait pu être mise en œuvre il y a déjà plusieurs années.

Cela étant, Trump a déjoué au moins un pronostic basé sur l'hypothèse de sa victoire électorale. Beaucoup d'analystes estimaient probable une lourde chute de Wall Street dans le cas de son élection... ils se sont trompés. Il a réussi à doper les marchés boursiers en évoquant à grands renforts de tweets les perspectives de son paquet fiscal, ce qui a soutenu les cours jusqu'au moment du vote, près de six mois après l'échéance qu'il avait fixée initialement.

Et dans ce cadre, la hausse des cours de Bourse, soutenue par les bons résultats des entreprises, a donné aux investisseurs américains cet "effet de richesse" propre à justifier leur confiance dans l'économie et à relancer leurs dépenses. Bien joué !

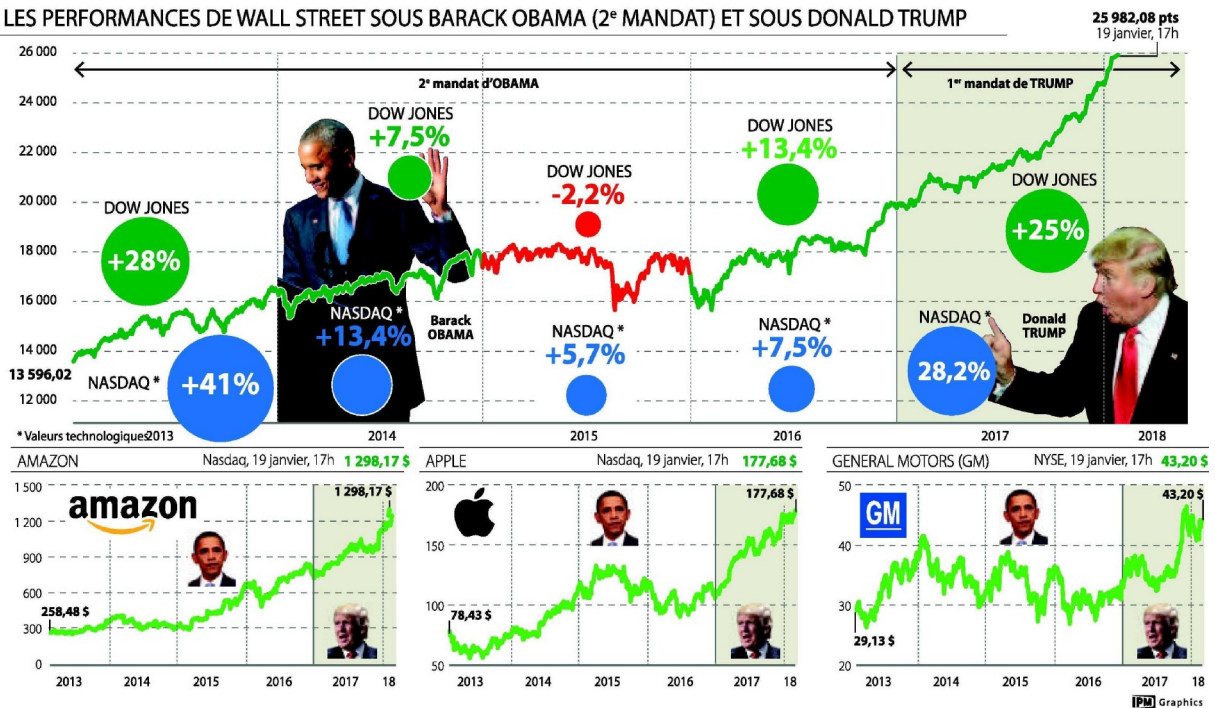
Et il est donc évident qu'il est pour partie responsable de la hausse de 25 % de l'indice Dow Jones en 2017 – et de près de 32 % sur les 12 derniers mois.

Mais on retiendra qu'il n'est pour rien dans la fermeté de l'économie qui est un phénomène pratiquement mondial. Parmi les grandes puissances économiques, seule la Chine affiche actuellement un niveau de confiance morose dans l'industrie. Et si les indicateurs boursiers européens n'affichent sur l'année écoulée "que" des performances de 10 à 15 %, c'est simplement lié au décalage des cycles économiques. C'est pour cette raison que les "stratèges" des banques considèrent que pour 2018, les actions européennes ont sans doute plus de potentiel que les valeurs américaines... qui en conservent néanmoins. On retiendra que si les perspectives boursières américaines sont plutôt positives, c'est évidemment avant tout lié à la bonne santé d'entreprises qui ne doivent rien aux plans du président qui doivent encore être mis en œuvre.

Et puis, il n'y a pas que la Bourse. Sur les marchés financiers, on note la faiblesse persistante du dollar, depuis... le mois de décembre 2016, précisément. Ici, le malaise est surprenant dans la mesure où les taux d'intérêt sur le billet vert sont bien plus élevés que ce qui se pratique en zone euro où ils restent près de zéro. Mais la politique menée par l'équipe Trump n'a pas montré jusqu'à présent d'effets positifs sur le niveau du déficit budgétaire américain – dont on reparle actuellement, ni sur le déficit chronique de la balance commerciale.

P.V.C.

## LES PERFORMANCES DE WALL STREET SOUS BARACK OBAMA (2<sup>e</sup> MANDAT) ET SOUS DONALD TRUMP



## EXTRÊME-ORIENT

# La relation sino-américaine à l'épreuve du règlement de la crise nord-coréenne

Comme pratiquement tous les candidats à l'élection présidentielle avant lui, mais avec peut-être plus de brutalité, sinon de vulgarité, Donald Trump avait sacrifié, durant la campagne, au rituel "China bashing" qui consiste à rendre Pékin responsable des difficultés économiques de l'Amérique et à promettre un changement radical dans les relations de Washington avec ce partenaire jugé "déloyal". Pour l'homme d'affaires new-yorkais, pareille critique s'inscrivait – fait nouveau – dans une dénonciation générale des traités de libre-échange conclus avec d'autres pays, en tête desquels l'Aléna qui lie les Etats-Unis au Canada et au Mexique.

Devenu président, Donald Trump s'est empressé, dès le 23 janvier 2017, de retirer son pays du projet de Partenariat transpacifique qui devait associer une douzaine de pays d'Asie, des Amériques et d'Océanie – mais pas la Chine, à laquelle le TPP avait paradoxalement vocation à faire contrepoids! Cependant, ses velléités de damer le pion aux Chinois se sont tout aussi rapidement heurtées à un obstacle de taille : la nécessité de s'assurer la coopération de Pékin pour freiner les ambitions militaires de la Corée du Nord.

Car, Donald Trump à peine investi, la diplomatie de la première puissance mondiale s'est soudainement trouvée contrariée par ce petit Etat d'Asie du Nord-Est, a priori sans réelle importance géopolitique hormis sa capacité de nuisance liée au chantage nucléaire qu'il mène depuis trente ans. Le nouveau président n'a, certes, pas été aidé par la brusque accélération et la progression qualitative des programmes atomique et balistique poursuivis par le régime communiste de Kim Jong-Un. La réponse qu'il a choisi d'apporter n'a, toutefois, guère aidé non plus. De menaces irréfléchies en tweets puérils, l'escalade verbale à laquelle s'est livré Donald Trump, et que le jeune Kim s'est fait un malin plaisir d'alimenter, a conduit à une impasse, tout en faisant craindre le déclenchement, délibéré ou involontaire, d'une guerre nucléaire (inquiétude dont la fausse alerte au missile à Hawaï, samedi dernier, a donné toute la mesure).

**Détruire totalement la Corée du Nord**

Après avoir plongé le monde dans la stupéfaction en déclarant, devant l'Assemblée générale des Nations unies, le 19 septembre 2017, qu'il n'aurait peut-être pas d'autre choix que de "détruire totalement la Corée du Nord" pour réduire enfin "Rocket Man" à l'impuissance, le président américain s'est rendu compte que cette solution n'était peut-être pas la plus réaliste. Il s'est, par conséquent, rallié à la politique des sanctions prises par le Conseil de sécurité de l'Onu, tout en sachant qu'elles ne pouvaient pas être réellement efficaces sans le concours de la Chine, par l'intermédiaire de laquelle se font quasiment tous les échanges de Pyongyang avec le monde extérieur, et qui fournit au régime nord-coréen une aide économique vitale.

Donald Trump a plus d'une fois reproché aux dirigeants chinois de "ne pas en faire assez", ce qui est sans doute un constat réaliste, mais qui est aussi un aveu d'impuissance de la part d'un président qui entendait mettre au pas aussi bien les Chinois que les Nord-Coréens. Le voyage que Donald Trump a effectué en Chine, au début de novembre, a contribué à arrondir les angles. Le président américain a manifestement été très sensible au faste déployé pour le recevoir, son homologue chinois, Xi Jinping, sachant parfaitement comment satisfaire un ego comme le sien.

### Détente entre les deux Corées

Il est vrai aussi que la Chine s'est résolue à appliquer les sanctions avec plus de rigueur, raison pour laquelle, peut-être, la Corée du Nord a renoncé, au moins provisoirement, à la surenchère et répondu favorablement au geste de détente esquissé par la Corée du Sud à la veille des Jeux olympiques d'hiver que cette dernière organisera le mois prochain. Comme le président sud-coréen Moon Jae-In s'était révélé plutôt anti-américain dans une vie antérieure, la Maison-Blanche redoute à présent de faire les frais d'un rapprochement entre Séoul et Pyongyang sous les auspices de Pékin.

Philippe Paquet

## MOYEN-ORIENT

# Du Proche-Orient au Golfe, une volonté de dynamiter les positions traditionnelles

Trois cent soixante-trois jours. Entre l'adoption de la résolution 2334 du Conseil de sécurité de l'Onu exhortant Israël à arrêter immédiatement et complètement la colonisation des territoires palestiniens et la déclaration de l'Assemblée générale condamnant implicitement la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël par les Etats-Unis, il s'est écoulé un an, à peu de chose près. Et le contraste est total entre le désaveu international de l'occupation israélienne, voté le 23 décembre 2016 grâce à l'abstention des Etats-Unis, alors sous l'administration Obama, et la condamnation implicite de ceux-ci, sous la direction de Donald Trump, le 21 décembre 2017, pour la décision relative à Jérusalem prise quinze jours plus tôt.

Ces deux balises onusiennes délimitent et autant qu'elles résument une première année de politique étrangère de l'administration Trump marquée par l'importance accordée au Moyen-Orient. Une priorité qui n'est pas allée sans une remise en cause – voire un dynamitage dans le cas de la décision sur Jérusalem – des positions traditionnelles de la politique américaine dans la région.

Trump y mena d'ailleurs son premier voyage officiel à l'étranger, lors d'une tournée qui l'emmena en Israël, en Territoire palestinien et en Arabie saoudite. Il signera avec le royaume des Saoud de farameineux contrats, entre autres d'armements pour faire "face aux menaces iraniennes", réactivant par là même l'alliance historique entre les deux Etats, mise à mal sous l'administration de son prédécesseur. Riyad, sous l'impulsion du tout nouveau prince héritier, y vit le signe d'une adhésion totale à sa vision régionale et imposa, quinze jours plus tard, avec ses alliés du Golfe, un blocus total du Qatar, accusé de financer l'extrémisme et d'entretenir des relations avec l'ennemi iranien.

### Un accord complémentaire sur l'Iran

Les Etats-Unis n'ont eu de cesse de critiquer la République islamique, comme en ce début d'année encore lorsqu'une contestation populaire déferla dans tout l'Iran. Le président américain, féroce opposé à l'accord sur le programme nucléaire iranien conclu mi-2015 sous la présidence Obama, a répété il y a une semaine qu'il en sortirait si un accord avec les signataires européens ne venait pas compléter le texte actuel.

Les positions adoptées par Donald Trump, tant sur Jérusalem – que l'Onu estime contraire à ses résolutions – que sur l'Iran, traduisent une volonté à la fois de prendre ses distances avec le droit international et de remettre en cause des accords multilatéraux engageant les Etats-Unis. Ce désaveu de la chose internationale s'est traduit par une réduction de la contribution américaine aux activités de l'Onu : après l'Unesco, la confirmation est tombée cette semaine avec le gel d'une bonne moitié de la dotation à l'agence onusienne pour les réfugiés palestiniens (UNRWA). Une décision perçue comme un nouvel affront par la direction palestinienne, déjà courroucée par la reconnaissance américaine d'une Jérusalem entièrement israélienne – prélude à un déménagement de l'ambassade américaine – et par la menace subséquente que celle-ci fait planer sur le projet palestinien d'installer dans la partie arabe de la ville la capitale de son futur Etat. Malgré ce climat délétère avec les Palestiniens, l'équipe Trump promet toujours un plan de relance du processus de paix, annoncé pour le printemps, visant un "accord ultime". Mais les Palestiniens refusent que les Etats-Unis, qui selon eux se sont "discrédités", poursuivent un quelconque rôle de médiateur dans le conflit.

### Une "prétendue occupation" israélienne

Les prodromes de l'action de Trump au Moyen-Orient avaient, il est vrai, afflué bien avant sa prestation de serment il y a juste un an. Ainsi en alla-t-il avec la nomination d'un nouvel ambassadeur en Israël dont les déclarations pro-israéliennes anticipèrent, entre autres, la décision sur Jérusalem. David Friedman transformera l'un de ses nombreux "essais" en septembre en évoquant "une prétendue occupation" israélienne, estimant un peu plus tard qu'Israël n'occupe réellement que "deux pour cent" de la Cisjordanie, soit la superficie totale des terres sur lesquelles sont installées les colonies de Cisjordanie.

Dans la foulée de son investiture, le président Trump avait déclaré que les colonies "n'étaient pas un obstacle au processus de paix". Il n'avait guère fallu plus d'une semaine pour qu'Israël use de ce blanc-seing pour annoncer des milliers de logements dans ses colonies de Cisjordanie et de Jérusalem-Est.

Vincent Braun

## EUROPE

## Donald Trump a sérieusement endommagé la relation transatlantique

Peut-être cette phrase, lâchée par Angela Merkel le 28 mai 2017, est-elle l'illustration la plus patente du fossé qui s'est creusé entre l'Europe et les Etats-Unis, depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche. *"L'époque où nous pouvions entièrement compter les uns sur les autres est quasiment révolue. C'est mon expérience de ces derniers jours"*, avait déclaré la chancelière allemande lors d'un meeting électoral. Angela Merkel n'avait pas cité le nom du président américain mais ses propos étaient sans ambiguïté.

Il faut prendre la mesure de cette sortie de l'ordinaire prudentissime chancelière. Angela Merkel laissait entendre qu'à l'ère Trump, les Etats-Unis ne pouvaient plus être considérés comme les alliés indéfectibles des Européens. Ses propos reflétaient un point de vue largement partagé sur le Vieux Continent. Il n'est en effet guère que le Premier ministre hongrois Orban, chantre d'une démocratie *"illibérale"*, qui s'est félicité de l'élection de Donald Trump.

## Le président Trump dans les pas du candidat

Le fait est que le nouveau président américain a confirmé les craintes qu'avaient fait naître ses propos de campagne concernant l'Europe. Le candidat Trump avait qualifié le Brexit de *"fantastique"* au lendemain du référendum britannique sur la sortie de l'Union, prédisant que *"d'autres pays"* suivraient. De ce côté-ci de l'Atlantique, on s'était ému de ces propos hostiles.

Aussi lorsque le vice-président américain Mike Pence s'était rendu à Bruxelles, un mois après l'investiture de Trump, il avait été pressé de clarifier la position de la nouvelle administration vis-à-vis de l'Europe. *"Trop de choses se sont produites ces derniers mois dans votre pays et dans l'UE; et trop d'opinions nouvelles, et parfois surprenantes ont été exprimées à propos de nos relations – et de notre sécurité commune – pour que nous prétendions que les choses sont telles qu'elles étaient auparavant"*, lui avait publiquement asséné le président du Conseil européen, Donald Tusk. *"L'engagement des Etats-Unis envers l'Union européenne est inébranlable et durable"*, avait répondu le vice-président, assurant qu'il en est de même concernant l'Otan. Ce dont on pouvait douter, M. Trump ayant remis en cause les fondements de l'Alliance atlantique en déclarant il ne voyait pas pourquoi Washington devrait payer pour défendre l'Europe.

## Une multitude de contentieux

L'homme a soufflé le chaud et le froid sur ce sujet, lors du sommet de l'Otan, à Bruxelles (ce *"trou à rat"* ©Donald Trump), fin mai 2017. Ce n'est qu'en juin, à Bucarest, qu'il a reconnu que les Etats-Unis sont tenus par l'article 5 du traité de l'Alliance atlantique, qui prévoit que les alliés aident militairement l'un des leurs en cas d'agression extérieure.

Il n'empêche que les points de contentieux entre les Européens et le président Trump sont nombreux. Les premiers ont été atterrés que le second annonce, le 1<sup>er</sup> juin, sa volonté de retirer son pays de l'accord de Paris sur le climat. Désespérés qu'il menace de torpiller l'accord sur le nucléaire iranien. Abasourdis qu'il reconnaisse unilatéralement Jérusalem comme capitale d'Israël.

Enfin, ils sont prodigieusement agacés par les déclarations et tweets intempestifs de Donald Trump les concernant. Ainsi, un mois après sa prise de fonction, il a inventé de toutes pièces une attaque terroriste en Suède, pour vilipender la politique d'accueil des réfugiés. En fustigeant le maire de Londres, Sadiq Khan, après les attentats qui ont frappé la capitale britannique, puis en retweetant un groupe d'extrême droite Britain First, l'Américain a réussi à endommager la *"relation spéciale"* entre son pays et le Royaume-Uni. Au point qu'il a annulé, sous un prétexte fallacieux, sa visite de janvier, pour s'éviter un accueil glacial.

## Trump joue le rôle d'aiguillon pour l'Europe

L'élection du milliardaire n'est pas restée sans conséquence sur la dynamique interne de l'Union européenne. Les Etats-Unis se posant désormais en champion de l'isolationnisme et du protectionnisme, sur le plan commercial, l'UE entend saisir l'opportunité de combler le vide. Elle a signé en décembre un vaste accord de libre-échange avec le Japon, négocie avec le Mercosur, a pris langue avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande...

Surtout, l'arrivée au pouvoir d'un président américain peu fiable, qui suivait de peu le traumatisme du référendum sur le Brexit, a achevé de convaincre les Vingt-sept de la nécessité de relancer le chantier de l'intégration européenne, notamment dans le domaine de la défense.

A quelque chose, malheur est bon.

Olivier le Bussy